



**HAL**  
open science

**Schismes avec le réel et autres névroses : discussion de l'ouvrage " Gouverner le climat ?" de Stefan Aykut et Amy Dahan**

Jean Foyer

► **To cite this version:**

Jean Foyer. Schismes avec le réel et autres névroses : discussion de l'ouvrage " Gouverner le climat ?" de Stefan Aykut et Amy Dahan . VertigO : La revue électronique en sciences de l'environnement, 2016, 10.4000/vertigo.17216 . halshs-01326220

**HAL Id: halshs-01326220**

**<https://shs.hal.science/halshs-01326220v1>**

Submitted on 3 Jun 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

**Jean Foyer**, « Schismes avec le réel et autres névroses : discussion de l'ouvrage « Gouverner le climat ? » de Stefan Aykut et Amy Dahan », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Débats et Perspectives, mis en ligne le 30 mai 2016, consulté le 03 juin 2016. URL : <http://vertigo.revues.org/17216> ; DOI : 10.4000/vertigo.17216

Jean Foyer, Institut des Sciences de la Communication (CNRS-UPMC-Paris IV)  
20 rue Berbier du mets, 75013 Paris  
Il est co-coordonateur du projet Climacop : <https://climacop.hypotheses.org/>  
Page Web personnel : <http://www.iscc.cnrs.fr/spip.php?article1136>  
Contact : [jean.foyer@cnrs.fr](mailto:jean.foyer@cnrs.fr)

Mots clés : gouvernance, climat, environnement, COP21, globalisation  
Keywords : governance, climate, environment, COP21, globalisation  
Palabras claves : gobernanza, clima, medio ambiente, COP21, globalizacion

Résumé : Dans leur ouvrage de référence sur la gouvernance du changement climatique, Stefan Aykut et Amy Dahan développent l'idée d'un « schisme avec le réel » pour décrire une série de déphasages entre cette gouvernance et différentes réalités scientifiques, géo-politiques et temporelles. Nous revenons ici en détail sur cette thèse centrale que nous discutons autour de trois points clés : celui des liens entre gouvernance et gouvernabilité, celui de la rationalité dans et entre la sciences et la politique et celui des conflits de temporalités. Nous donnons enfin quelques nouvelles du schisme après la COP 21.

Summary: In their work of reference about climate change governance, Stefan Aykut and Amy Dahan propose the concept of « schism with reality » to describe series of gaps between this governance and different scientific, geopolitical and temporal realities. We come back to this central theory that we discuss threw three main points: the links between governance and governability, rationality in and between science and politics, and conflict of temporality. Finally, we give some news of the schism after COP21.

Resumen: En su libro de referencia acerca de la gobernanza del cambio climático, Stefan Aykut y Amy Dahan desarrollan el concepto de “cisma con la realidad” para describir una serie de desfases entre esa misma gobernanza y una seria de realidades científicas, geopolíticas y temporales. Volvemos aquí en detalle sobre esa tesis central que debatimos a través de tres puntos claves: él de la articulación entre gobernanza y gobernabilidad, él de la racionalidad en y entre ciencia y política y él de los conflictos de temporalidad. Para concluir, damos algunas noticias del cisma después de la COP21.

L'ouvrage de Stefan Aykut et Amy Dahan sorti en 2014 est en passe de s'imposer comme la référence en sciences sociales sur la gouvernance du climat depuis le milieu des années 80. En quelques 750 pages, il revient de manière extrêmement documenté sur les piliers du régime climatique (le rôle de la science, la « grammaire du marché », les institutions onusiennes,...) et les grands équilibres géopolitiques qui contribuent à le façonner. Dans l'introduction, mais également de manière plus détaillée dans le chapitre 8, les auteurs développent l'idée d'un « schisme » entre la gouvernance du climat et la réalité, ce qui constitue clairement la thèse centrale de l'ouvrage. C'est cette thèse du « schisme avec le réel » qui est présentée puis discutée ici en détail autour de plusieurs points clés : celui de la gouvernance globale de l'environnement, celui des liens entre sciences et politiques et celui enfin des temporalités.

## **Le schisme et ses composantes**

L'idée de schisme apparaît à première vue comme une évidence tant le déphasage entre le problème du réchauffement climatique et les solutions politiques avancées saute aux yeux de n'importe quel observateur. Cependant, comme souvent avec les évidences les mieux stabilisées, elles sont difficiles à expliquer et les auteurs s'emploient ici à disséquer celle-ci de manière très convaincante. Ils empruntent cette notion à un politologue Allemand (Oskar Negt) qui cherchait à expliquer différentes situations pré-crise (dont celle de la République de Weimar en l'occurrence) où les institutions politiques continuent de fonctionner en déphasage avec la réalité socio-politique du moment. On comprend bien le parallèle que l'on peut faire avec un régime climatique qui fonctionnerait non seulement en décalage avec la situation géopolitique, mais également de manière inadaptée par rapport à l'urgence de la situation environnementale. En l'absence d'une définition très poussée de ce que les auteurs entendent par schisme, on comprend que ce concept renvoie à des défauts de perception et de pratiques plus ou moins conscients entre les institutions et la « réalité sociale » et que ces défauts sont potentiellement générateurs de crises.

Si la notion de schisme ne nous paraît pas en elle-même d'une solidité conceptuelle à toute épreuve, elle nous semble néanmoins relativement productive heuristiquement et peut-être même politiquement. Parler de schisme avec le réel, c'est évidemment supposer que l'on saurait ce qu'est la réalité sociale notamment, ce qui est évidemment gênant d'un point de vue analytique et largement mobilisable politiquement au service d'une dénonciation des institutions (cf. l'usage de la distinction maurassienne, pas si éloignée que ça finalement, entre « pays légal » et « pays réel »). Malgré cette fragilité conceptuelle et ces usages politiques potentiellement problématiques, ouvrir la boîte de Pandore du schisme, c'est se prémunir contre une vision monolithique du monde où sphères cognitives, politiques, sphères sociales et sphères environnementales seraient plus ou moins coordonnées et articulées et fonctionneraient selon un bel ordonnancement. C'est se rendre attentif à toute une série de déphasages entre ces sphères, mais aussi entre acteurs, temporalités, logiques, et par là se prémunir également contre une vision d'un parfait continuum globalisé, ajustable par les merveilles du management. S'il est donc clair qu'on ne sait jamais absolument ce qu'est « la réalité sociale », on ne doit pas s'interdire pour autant de constater qu'il existe des décalages entre discours et faits, entre les institutions et les sociétés qu'elles sont

censées représenter, de la même manière qu'il existe des moments de déphasages plus ou moins grands entre les marchés financiers et ce que l'on nomme l'économie réelle.

L'intérêt de la proposition des auteurs est qu'ils ne proposent pas de déconstruire un seul schisme, mais de montrer la superposition entre au moins trois niveaux différents de déphasage qui composent une sorte de mille-feuilles schismatique. Le premier déphasage se situerait entre d'un côté, la dynamique de négociations diplomatiques, avec sa civilité onusienne et son idéal de consensus gestionnaire (la gouvernance), et, de l'autre, l'âpreté des rapports de force géopolitiques et géo-économiques mondiaux. À ce premier élément schismatique, se superpose celui du fossé entre une expertise scientifique qui souligne toujours plus l'ampleur et l'urgence du problème climatique, et une sphère politique complètement paralysée et incapable de traduire en politique publique la réaction appropriée à l'énoncé scientifique. Enfin, un troisième schisme, d'ordre temporel ou plutôt rythmique, correspond à la lenteur des négociations et des mesures politiques par rapport à des changements économiques et politiques structurels toujours plus rapides (« fabrique de la lenteur » VS « grandes accélérations »). Ce découpage nous aide indéniablement à démêler les effets de malentendus et à comprendre comment a pu se former une bulle spéculative d'espoir autour de cette négociation, bulle qui a violemment éclatée à Copenhague en 2009 et qui semble s'être regonflée, dans une moindre mesure quand même, à Paris. Cette thèse du schisme est d'ailleurs mobilisée pour expliquer les moments de crise et elle y parvient très bien. Si cette thèse centrale du schisme a une vraie portée heuristique, on sent qu'elle mérite d'être discutée en détail. Elle pourrait notamment être développée et structurée au niveau de chacune de ses composantes, et également dans la manière de les articuler.

## **Gouvernance VS Gouvernabilité**

Le premier niveau de schisme entre une gouvernance globale policée et des rapports de forces géopolitiques violents est le plus clair et le plus performant d'un point de vue explicatif par rapport à la dynamique des négociations. Les auteurs ne manquent pas de l'historiciser en rappelant que les années 90 où s'est forgé le régime climatique marque la combinaison entre l'espoir dans le retour d'un multilatéralisme post guerre-froide et la consécration de l'idéale gestionnaire et libéral de la gouvernance, comme une alliance entre un idéal diplomatique mondial et une technocratie démocrate-libérale, complétée par la montée d'une société civile globale émergente et nourrie par l'espoir très largement partagé de gérer en commun les affaires du monde. Sur la base de cette « fiction du tous ensemble », le régime climatique a opéré comme un laboratoire de la gouvernance globale en se nourrissant goulûment de ce mélange consensuel alors même que l'histoire réelle opérait sous forme de guerres (Irak, 11 septembre, Afghanistan,...), de néo-libéralisme outrancier, des crises économiques ou de développement plus ou moins contrôlées, avec l'émergence des BRICS et le décollage vertical de la Chine.... Aux désordres et tensions géopolitiques venait s'ajouter en plus un problème classique en relations internationales, celui de l'incohérence entre les régimes internationaux : tandis qu'on négociait le régime climatique, différents régimes commerciaux, à commencer par celui de l'OMC, autorisaient un commerce débridé et la consommation frénétique d'énergie qui va avec. Si ce déphasage entre ce que Birgit Müller a appelé le « Gloss of Harmony » (Müller, 2013) et le monde réel n'est pas propre au régime climatique, ce

dernier en constitue peut être l'un des archétypes. Il pose la question de la représentation distordue du monde dans les instances diplomatiques et du risque de crise que cela pose. Jusqu'à quel point la civilité onusienne peut-elle masquer la violence des rapports de force géopolitiques et géoéconomiques et jusqu'où doit-elle le faire? Cette civilité indispensable à tout dialogue est une arme à double tranchant : elle est utile quand elle aide à estomper les conflits pour établir la possibilité d'un dialogue ; elle est contre-productive quand elle tourne à la schizophrénie et l'aveuglement. L'histoire du régime climatique que proposent les auteurs peut finalement être lue comme une leçon de réalisme et, à la lecture de l'ouvrage, on pense appliquer à la diplomatie et à la gouvernance ce que Churchill disait de la démocratie - « le pire des régimes, exceptés toutes les autres »- au sens où, sans une dose de croyance distanciée dans les principes de la collaboration, c'est l'état de guerre permanent.

Nous ne prétendons pas trancher le vieux débat en relations internationales entre réalistes et idéalistes, mais nous pouvons proposer quelques pistes pour affiner la pensée de ce schisme, notamment en essayant de penser la tension entre gouvernement, gouvernance et gouvernabilité<sup>1</sup>. Ces concepts sont souvent utilisés dans l'ouvrage de manière un peu floue alors même que leur donner des définitions claires et différentes nous semble important pour penser certains décalages dans la praxis du pouvoir. Sans entrer dans les détails, on peut dire que le gouvernement renvoie à une forme classique d'exercice du pouvoir à partir de l'Etat. La gouvernance est tout autant un projet politique libéral d'inspiration gestionnaire et technocratique (Moreau-Defarges, 2006,) qu'un concept de sciences politiques utile (notamment par rapport à celui de gouvernement) pour appréhender des formes d'exercice du pouvoir plus ou moins coordonnées entre différents acteurs (Etat, business, société civile, institutions internationales,...) et à différents niveaux (local, national, global) (Hufty, 2009). Si, en tant que concept, la gouvernance n'est pas forcément normative (la « bonne gouvernance ») elle tend indéniablement à véhiculer une approche gestionnaire et technique et surtout, un implicite selon lequel les conditions pour une gouvernance minimum sont réunies, or c'est très loin d'être toujours le cas. C'est là que le concept de gouvernabilité nous permet de réfléchir au caractère gouvernable ou non d'une situation, c'est à dire à la possibilité même d'exercice d'une forme de pouvoir coordonné et donc, aux conditions d'exercice de ce dernier (sécurité physique et juridique, existence d'institutions, stabilité et respect du cadre juridique, stabilité institutionnelle, conflictualité faible, asymétrie « supportable » des rapports de force ...) (Bodemer et Carillo, 2007). En ce sens, la gouvernabilité devient une sorte de prérequis pour la gouvernance et il n'y aurait pas de gouvernance sans gouvernabilité. En situation extrême d'ingouvernabilité (la guerre par exemple, qui oserait parler de la gouvernance de l'Etat Syrien ?), il semble absurde en effet de parler de gouvernance. Si ce retour sur des définitions conceptuelles peut apparaître fastidieux, quand on l'applique au régime du changement climatique, on peut peut-être esquisser des réponses aux questions

---

<sup>1</sup> Probablement par réticence à user du terme, jugé trop normatif, de gouvernance, les auteurs ajoutent à ce trio celui de gouvernementalité, en référence à Foucault, notamment dans leur chapitre 9. Si on entend par gouvernementalité la dynamique de contrôle des populations et/ou des effets particuliers, d'autant plus efficaces qu'ils sont diffus et « micro », de pouvoir, il nous paraît relativement inapproprié d'en appeler à « un autre ordre de gouvernementalité », ceci d'autant plus que dans ce chapitre, les auteurs font bien plus référence à des propositions en termes de gouvernance ou de gouvernement (recentrage sur les questions énergétiques, réforme des règles du commerce international,...)

sous-jacentes du titre « Gouverner le climat ? ». Pour le dire de manière ramassée, le climat est très difficile à gouverner, en grande partie car il est très difficilement gouvernable. De manière plus développée, le changement climatique est gouverné entre un modèle de **gouvernement** centralisé et stato-centriste (le multilatéralisme onusien) et de **gouvernance** (multi-niveaux, participatif, gestionnaire), dans une situation de **gouvernabilité** très précaire. Ce que pointent les auteurs avec le premier schisme, c'est finalement que la vision du climat en terme de gouvernance tend à invisibiliser et même à nier la conflictualité, les rapports de forces, les limites écologiques, c'est à dire sa gouvernabilité. Le régime climatique fait comme si le problème était gérable alors qu'il ne l'est que très difficilement, tant politiquement qu'environnementalement. Le « vernis d'harmonie » (Müller, 2013) diplomatique et la « performance de sérieux » (Nullmeier, 2005) techno-gestionnaire se brisent forcément à un moment donné sur la réalité politique et écologique. D'une certaine manière, la gouvernance serait la méthode un brin névrotique pour gérer les affaires du monde. Un récent exemple, apparemment anecdotique, mais néanmoins révélateur de cette manière de se penser collectivement est l'initiative de consultation citoyenne lancée à l'échelle mondiale dans le cadre de la préparation de la COP21. Calqué sur le modèle scandinave des conférences de citoyens, ce dispositif archétypal de la démocratie technique était censé réunir dans chaque pays des panels de citoyens représentatifs (selon une méthodologie statistique assez contraignante) pour discuter sur une base commune de la question climatique. Si toute forme de débat démocratique semble a priori bienvenue, cette vision selon laquelle un problème peut être débattu universellement selon des règles de discussions standards et pacifiées semble complètement naïve, comme si l'idéal social-démocrate danois et ses dispositifs du type « débat public » étaient exportables aux réalités asiatiques, africaines, latino-américaines. Pour rajouter une couche schismatique à ce constat, un autre problème de gouvernabilité réside dans l'(in)adaptation du cadre des institutions internationales au monde qu'il est censé gérer. Le problème de la gouvernance du climat n'est pas seulement une question d'échelle et de coordination comme le pointent très justement les auteurs, il existe également un déphasage entre, d'une part, des institutions internationales où les Etats continuent, sur le modèle du gouvernement, à jouer un rôle central, et, de l'autre, une société globale, encore en voie de constitution. Alors même que les institutions internationales ont du mal à réguler l'ordre des Nations, la constitution d'une société globale dont on devine déjà les contours en appelle à d'autres formes de régulation encore largement à inventer. Cet autre niveau de déphasage, cette fois entre le gouvernement Onusien et la gouvernance globale, se traduit par exemple dans la difficulté à inclure dans la négociation la société civile au-delà de processus participatifs trop souvent cosmétiques. Il se traduit également dans l'incompréhension mêlée de défiance du secteur du business pour la lourde machinerie onusienne. Les événements internationaux comme les COP sont en effet à la fois un exercice de gouvernement du monde par la négociation entre Etats et une représentation (au sens politique) encore très imparfaite d'une société globale en cours de constitution.

### **Irréalismes scientifiques, irrationalités politiques et autres problèmes de traduction**

Le second grand déphasage entre expertise scientifique et politique est peut-être moins clairement exposé par les auteurs qui nous disent (p. 400) que le cœur de cet autre grand schisme semble résider entre ce que l'on sait (le diagnostic scientifique) et ce que

l'on fait (l'action politique). Il serait alimenté par différents problèmes comme l'abstraction des sciences dites « dures » qui décrivent le monde à travers des modèles où l'on peine à retrouver des éléments tangibles, par un globalisme éloigné des situations locales, par le « réductionnisme climatique » qui invisibilise par effet de cadrage d'autres éléments non directement environnementaux du problème, ou enfin, par l'incertitude irréductible du problème. Si on comprend l'importance de chacun de ces points et comment ils ont joué dans la construction du problème, on a du mal à voir comment ils s'articulent pour nourrir le schisme entre expertise scientifique d'une part et action politique de l'autre. En fait il semble que les développements de cette section décrivent (comme le suggère le titre de la section d'ailleurs) en fait un schisme propre à l'expertise scientifique entre la prétention à décrire la réalité et une forme d'irréalisme, irréalisme qui culmine pour nous dans la frénésie modélisatrice combinée des physiciens et des économistes, et qui rendrait cette expertise très difficilement traductible en politique. Si ce schisme entre le monde de la science et le monde réel ne facilite très probablement pas l'action politique, il n'épuise pas la question des difficultés de traduction entre science et politique. La sociologie politique de l'environnement (Lascoumes, 1994) a en effet bien montré que le rôle des savoirs étaient bien plus d'insérer une question dans l'appareil étatique, de la rendre lisible et traitable institutionnellement, que de la gouverner effectivement. Rendre un problème gouvernable, c'est à dire saisissable d'un point de vue politico-administratif, n'est pas équivalent, loin de là, à le traiter effectivement et à avoir une réelle prise sur lui. Si le GIEC a bien contribué par son travail d'alerte à rendre le problème gouvernable en en faisant un problème public global traité au niveau Onusien, il n'a que très peu contribué à le rendre gouvernable effectivement. Les auteurs ne défendent absolument pas l'idée selon laquelle un diagnostic scientifique bien posé permettrait un traitement politique efficace, au contraire, ils insistent sur le caractère non linéaire et non mécanique du rapport science/politique et sur la vision naïve d'une « science based-policy ». On peut donc renforcer leur analyse en la complétant par une étude de l'irréalisme des politiques publiques climatiques. Si le déphasage entre ce que l'on sait et ce que l'on fait se nourrit bien d'un certain irréalisme scientifique il ne s'y réduit absolument pas. Il se nourrit également et peut-être encore plus de l'irrationalité des Etats, irrationalité très bien déconstruite dans la sociologie de l'action publique (Lascoumes et Le Gallès, 2012). Les préoccupations électorales, le manque de volonté politique, les contraintes budgétaires, les chaînes de traduction administratives, les habitus institutionnels, les conflits d'intérêts et de priorité sont autant d'éléments qui, dans les faits, parasitent largement la supposée rationalité de l'Etat et sa capacité à mettre en œuvre ce qu'il dit. Le gouvernement français a beau se faire le champion de la lutte contre le changement climatique à l'international, il a reculé devant les bonnets rouges pour imposer une taxe carbone et augmente très symboliquement le prix du diesel de un ou deux centimes. Avec la question du changement climatique et la vision irénique d'une politique basée sur la science, ces deux piliers de notre modernité, la Science et l'Etat, et leur capacité de s'articuler dans une belle mécanique s'érodent. L'éthos moderne de la maîtrise du monde semble présente aussi bien dans les modèles climatiques que dans les déclarations onusiennes mais elle entre en friction avec un problème dont l'ampleur environnementale et civilisationnelle semble lui échapper. Nous pensons partager largement les vues des auteurs sur cette deuxième composante du schisme qui porte sur les hiatus entre sciences et politiques, nous voulions juste préciser que des hiatus sont à rechercher autant à l'intérieur de chaque sphère (irréalisme des sciences / irrationalité du politique) que dans les différentes manières de s'hybrider.

Dans un récent article avec Hélène Guillemot, Amy Dahan a affiné encore un peu plus cette question du problème des liens entre science et politique, en montrant comment la question du changement climatique a contribué à un certain exercice de réflexivité d'une partie de la communauté des experts scientifiques (Guillemot et Dahan, 2015). On passerait ainsi d'un modèle « Science speaks truth to power » à un modèle qui se veut plus pragmatique où les scientifiques, acceptant de mettre les mains dans le cambouis politique, seraient désormais des pourvoyeurs de solutions. Le pavillon du grand Palais qui s'est organisé pendant la COP 21 autour d'une recherche se mobilisant pour le climat à travers la proposition de solutions s'inscrit pleinement dans cette logique. Après avoir présenté la vérité au politique, la Science, prenant ses responsabilités devant l'ampleur du problème, accepterait de descendre dans l'arène sociale pour lui fournir de nouveaux instruments. Nous ne voulons pas donner ici une vision purement critique de la science et de sa prétention à apporter des éclairages utiles, et pourquoi pas, des solutions, au monde politique. Le rôle des scientifiques dans l'alerte climatique est indéniable et a été fondamental. Néanmoins, pour éviter de nouveaux effets schismatiques, on doit rester conscient des risques de scientification ou de technifications extrêmes du problème climatique. La scientification à outrance du problème climatique a contribué à sa dépolitisation en participant à faire détourner le regard de questions centrales comme celle du modèle de consommation et de production. Quel groupe aujourd'hui travaille sérieusement au GIEC à la crédibilité toujours implicite du découplage entre croissance économique et consommation d'énergie ? Quand les arguties entre modèles prennent le pas sur la discussion des questions de fond, alors la scientification devient contre-productive. Dans un autre registre, les délires métrologico-technico-économique à l'œuvre dans les mécanismes REDD, où il s'agit d'attribuer une valeur marchande à la déforestation évitée sur la base de scénarios établis à grands renforts de données satellites, représentent probablement le paroxysme de « la performance de sérieux » dans laquelle peuvent être embarquées différentes sciences et différentes formes d'expertise. Dans le régime climatique, ces sciences ont donc contribué à la naturalisation de pure spéculations (l'exemple des 2° développé par les auteurs) ou à la construction d'usines à gaz technocratique contribuant à donner l'illusion de gouverner le problème sans contribuer à le résoudre. Invisibilisation des problèmes de fond (dépolitisation) et maintien d'une illusion de contrôle, telles sont les contributions principales de la scientification au schisme de réalité<sup>2</sup>, d'où l'urgence à repolitiser le problème comme le proposent les auteurs.

#### D. Déphasages temporels, permanence des imaginaires, inertie institutionnelle

La troisième composante du schisme, d'ordre temporel ou rythmique, entre la « fabrique de la lenteur » onusienne et la « grande accélération » du monde résonne largement avec des analyses que l'on a proposées ailleurs sur un autre régime environnemental, celui de

---

<sup>2</sup> On peut faire des remarques similaires sur la technification. Si différentes solutions techniques contribueront peut-être à une solution au réchauffement climatique, la technification extrême promue par les tenants d'une modernisation écologique (développement du solaire et du nucléaire) ou pire, de la géoingénierie ne manquera pas également de créer les effets iatrogéniques où les solutions finissent par générer de nouveaux maux.



la biodiversité, et les négociations autour du protocole de Nagoya. Nous expliquions dans un article (Filoche et Foyer, 2010) comment était négocié en 2010 ce protocole sur l'accès aux ressources génétiques et sur le partage des avantages issus de l'exploitation économique de ces ressources, alors même que cette valorisation économique des ressources génétiques avait été très peu effective, les promesses de la bioprospection au cœur de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) n'ayant pas été tenues. Comment alors expliquer ce déphasage entre d'une part, l'agitation politique autour de la négociation d'un protocole international, et d'autre part, la quasi inexistence (les projets de bioprospection) de l'objet central qu'il est censé réguler (un autre bel exemple de schisme avec le réel)?

Les pistes d'explication, pistes qui sont loin d'épuiser le sujet, que nous avons proposées alors, étaient celles de la permanence des imaginaires et de l'inertie institutionnelle. C'était tout d'abord parce que la croyance au mythe de l'or vert (la valeur économique de la biodiversité) perdurait parmi les négociateurs et bien au-delà, que l'on continuait à négocier le partage de bénéfices qui n'étaient pas arrivés et n'arriveront probablement jamais. La bioprospection n'avait produit ni marché des ressources génétiques, ni encore moins de conservation de la biodiversité, mais on continuait à croire à ces solutions win-win.... C'était également, de manière plus prosaïque, parce que l'on avait commencé à négocier sur cette base en 1992 que l'on continuait à le faire près de 20 ans plus tard. C'était enfin, pour des questions d'ordre essentiellement symbolique, que l'on continuait à négocier sur des objets dont les enjeux matériels apparaissaient limités, mais qui permettait de mettre en scène toute une série de problèmes comme l'inéquité de l'échange Nord Sud, notre rapport à l'environnement, le choc entre savoirs occidentaux et savoirs traditionnels, la reconnaissance des populations autochtones (etc.). Si les enjeux autour de la biodiversité ont bien une matérialité indéniable, ceux autour du partage des avantages perduraient bien plus pour leur fonction totémique et la capacité à incarner d'autres enjeux connexes.

Sans parfaitement correspondre, cette grille de lecture peut aussi servir à éclairer la gouvernance climatique en termes de schisme. On retrouve cette permanence de l'imaginaire des solutions de marché, malgré l'échec fracassant des mécanismes de marché issu du protocole de Kyoto, dans le régime climatique, avec l'obsession du business, souvent partagé par les Etats, pour le carbon pricing. C'est également parce que l'on a commencé à négocier la question climatique sur la base d'un cadrage « pollution » et « end of pipe » qu'on continue à s'acharner sur le contrôle des émissions sans jamais poser la question de la production des énergies fossiles (ce qu'on peut également qualifier de path-dependency), le mot énergie étant absent. Le maintien de ce cadrage répond à des intérêts largement construits stratégiquement évidemment, mais également à des effets d'inertie institutionnelle et à la stabilisation de cadre cognitif. L'inertie institutionnelle et la permanence des imaginaires, au même titre que d'autres éléments comme les stratégies de construction du doute (Proctor, 2008 ; Oreskes, 2010), s'inscrivent dans des durées qui se synchronisent mal avec le rythme des changements et peuvent constituer des moteurs puissants au schisme avec le réel. Enfin, on retrouve évidemment la fonction symbolique de la négociation climatique dont une des principales raisons d'être est de mettre en scène les problèmes du monde, à la manière d'un totem (Foyer, 2016). C'est ainsi que le monde peut changer et les faits nous contredire, mais que l'on continue à agir selon les mêmes schèmes pour différentes raisons plus ou moins bonnes et plus ou moins conscientes qui dépendent de facteurs aussi bien cognitifs, qu'institutionnels ou symboliques.

## Quelques nouvelles du schisme et diagnostique final

Nous avons voulu essayer ici de contribuer à renforcer et à préciser certaines dimensions de cette thèse du schisme avec le réel pour expliquer différents niveaux et différentes manifestations de déphasage. Le régime climatique apparaît ainsi comme une sorte de puzzle en trois dimensions dont les pièces ne s'emboîtent pas.... Si on voulait complexifier encore le casse-tête, on pourrait essayer ou bien de rajouter d'autres décalages au tableau ou bien encore de penser les tensions et (dés)articulations entre ces différents niveaux de déphasages. Plutôt que de rajouter de la complexité là où elle déborde déjà, nous préférons conclure en donnant quelques nouvelles du schisme après la COP21 pour ensuite tenter de le réduire à un autre type de déphasage, plus psychologique et pathologique, celui de la névrose.

« Comment donc se porte le schisme après la COP 21? » « Il va relativement bien, merci pour lui. » On a bien tenté de le réduire à grand renfort de paradigme bottom-up pour réancrer les négociations dans le réel des territoires et des acteurs non étatiques. Même si une partie de la société civile continuait à appuyer là où ça fait mal en brocardant les « fausses solutions », on a convoqué les maires, les entreprises et même les savoirs traditionnels (parfaits miroirs inverses des savoirs hors-sol de la modélisation et des images satellites) pour réduire l'écart avec la réalité. L'effort était louable mais le retour des 1,5° dans le texte et quelques éléments de contexte sont venus redonner un petit coup de fouet à notre schisme qui commençait à rétrécir. Alors même que cet objectif est qualifié de complètement irréaliste par l'essentiel des scientifiques, on augmentait nos ambitions de contrôle du phénomène du changement climatique en s'en remettant à d'aussi hypothétiques qu'hasardeuses solutions de captation de carbone, ou encore à des solutions de marché (le carbon pricing) qui ont déjà fait preuve de leur inefficacité à peu près totale. On a invoqué une nouvelle fois la déesse technique et le dieu marché pour pallier notre manque de volonté politique, notre refus de considérer les limites ou d'aborder les questions de fond, à commencer par celle de la production et de la consommation d'énergie. Dans le même temps, le baril de brut passait sous les 40 dollars rendant historiquement bon marché une source d'énergie aussi abondante que dévastatrice. Quel est donc le business plan de la planète ? Continuer à brûler toujours plus d'énergie en attendant que des aspirateurs géants viennent capter le carbone où qu'on l'enterre dans le sol comme on glisse un énorme tas de poussière sous le tapis ? Un pétrole désormais proche des 30 dollars, c'est un peu comme si on offrait un gigantesque happy hour à une bande d'alcooliques en leur expliquant qu'on allait bientôt trouver une solution pour pomper l'alcool dans leur sang et rendre leur alcoolisme durable. Cette métaphore serait amusante si elle ne renvoyait pas à la dimension addictive de nos comportements collectifs et à leur caractère pathologique et j'en viens à mon diagnostic d'une névrose collective généralisée.

A la fin des années 2000 Ingolfur Blüdhorn (2007), analysait sans concession toute l'agitation politique autour de la crise environnementale comme une vaste performance symbolique pour « rendre l'insoutenable soutenable ». Que l'on parle de schisme de réalité ou de schizophrénie, on peut se demander si tous les déphasages que l'on a évoqués ne peuvent se réduire à celui, plus fondamental entre notre manière de nous représenter (dans le sens réflexif et politique du terme) comme des citoyens globaux environnementalement responsables, et notre manière d'être et de faire. L'humanité ne

semble pas vouloir voir sa « sale nature », sa face noir charbon, son addiction à la consommation et à la croissance. L'addition des « petites désinhibitions » de la modernisation (Fresso, 2012) est devenue trop lourde à porter et trop chère à payer et on a dû mettre en place des stratégies plus ou moins conscientes de déni collectif pour rendre cette apocalypse, si ce n'est joyeuse, du moins supportable et durable. Les COP seraient donc ces espaces paradoxaux où l'on se pense sérieux et responsables tout en adorant nos fétiches et réactivant nos mythes modernes de la Science, de la Technique et du Marché, ceux là même qui nous conduisent au bord de l'abîme.

AYKUT, Stefan et DAHAN, Amy, 2015, Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales, Paris : Presses de Sciences Po.

BLÜHDORN, Ingolfur, 2007. Sustaining the unsustainable : symbolic politics and the politics of simulation. In *Environmental Politics*, vol. 16, n°2, pp.251-275

BODEMER, K. et CARILLO, F., 2007 – *Gobernabilidad y reforma política en América Latina y Europa*; La Paz: GIGA/BID/REDGOB/ Plural.

DAHAN, Amy et GUILLEMOT, Hélène, 2015. Les relations entre science et politique dans le régime climatique : à la recherche d'un nouveau modèle d'expertise ? *Nature Sciences et Sociétés*, vol. 23.

FOYER, Jean, 2010. « Introducción general : gobernanza económica y política en un mundo indígena en vía de transformación », in Christian Gros et Jean Foyer (dir.), *Gobernanza económica y política en pueblos indígenas de América Latina*, Quito, FLACSO-IFEA, p. 23-43.

FOYER, Jean. « Dans les coulisses de la COP21 », *La Vie des idées*, 23 février 2016..  
URL : <http://www.laviedesidees.fr/Dans-les-coulisses-de-la-COP21.html>

FRESSOZ, Jean-Baptiste, 2012. *L'apocalypse joyeuse : une histoire du risque technologique*. Paris : Seuil.

FILOCHE Geoffroy et FOYER, Jean, 2011. « La bioprospection au Brésil et au Mexique : un eldorado ? Entre instabilité des pratiques et permanence des représentations », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 5, n° 2, p. 234-259.

HUFTY, Marc, 2009. Una propuesta para concretar el concepto de gobernanza: el marco analítico de la gobernanza. In: *Gobernabilidad y gobernanza en los territorios de América Latina* (Hubert Mazurek, ed.): 77-100; La Paz: IFEA, IRD, Cooperación Regional para los Países Andinos, UMSS-CESU.

LASCOUMES, Pierre, 1994. *L'éco-pouvoir : environnements et politique*. Paris : La découverte. 324p.

LASCOUMES, Pierre et LE GALES, Patrick, 2012. *Sociologie de l'action publique*. Paris : Armand Collin.

MOREAU-DEFARGES, P., 2006 – *La gouvernance*, Paris: PUF.

MÜLLER, Birgit, (coord.), 2013. *The Gloss of Harmony. The Politics of Policy-Making in Multilateral Organizations*, London : MacMillan

NULLMEIER, F. 2005. « Nachwort », in M. Edelman, *Politik als ritual. Die Symbolische Funktion staatlicher Institutionen und politischen Handelns*, « rd edn, pp. 199-219 Frankfurt : Campus.

ORESQUES, Naomi, 2010. *Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*, New York: Bloomsbury Press.

PROCTOR Robert N. et Schiebinger, Londa, 2008. *Agnotology. The making and unmaking of ignorance*. Stanford University Press.